

## **La lutte contre la crise:**

**Nous ne pouvons seulement compter que sur nous-mêmes!**

**Il y a une année seulement, ils nous demandaient de travailler les samedis pour répondre à la demande – aujourd'hui ils nous imposent de prendre nos congés, voire nous licencient immédiatement.**

**La crise est ici. Et elle nous rappelle que les entreprises nous traitent comme des paillasons: tantôt elles nous accablent sous le poids du travail, tantôt elles nous en privent totalement. - c'est elles qui décident. Mais nous pouvons nous défendre contre la crise.**

Certaines choses doivent être précisées, cependant:

C'est sûr, les entreprises ne sont pas trop heureuses de la crise car elle diminue leurs bénéfices. Mais en même temps, ça les arrange bien d'une certaine manière, même si personne, y compris les syndicats ne le dit. Dans quel sens la crise est-elle venue au bon moment pour eux ? Parce qu'avant la crise, au cours de la période de croissance économique, les compagnies faisaient des bénéfices confortables, mais avec un besoin sans cesse croissant d'une main d'œuvre de plus en plus rare. Au printemps 2009, les sociétés avaient besoin de 151 000 travailleurs supplémentaires. Et les patrons avaient réellement peur que nous puissions utiliser cette situation. Si nous avions lutté pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions, jamais les compagnies n'auraient été en mesure de dire: «si vous n'êtes pas content partez, dehors il y a de nombreux travailleurs qui recherchent un emploi», car personne n'était à l'extérieur à attendre pour un boulot.

Mais au moment où la situation était à leur avantage, les travailleurs n'ont pas su en profiter autant qu'ils auraient pu.. Ils ont compté sur les négociations dociles des syndicats et sur le fait que les patrons ont donné à quelques travailleurs, par ci et par là, de petites augmentations pour désamorcer tout risque d'arrêt de travail. Admettons-le: Nous aurions pu gagner beaucoup plus - pas simplement de plus grands salaires mais aussi et c'est encore plus important, nous aurions pu gagner plus d'expérience de lutte. Nous aurions pu vérifier que nous pouvons utiliser la puissance de notre classe contre nos tôleurs; nous aurions pu nouer des contacts avec ceux qui parmi nous qui ne se laissent pas traiter comme la merde; nous aurions pu vérifier de quelle manière particulière et avec quelle efficacité nous pouvons nous opposer aux patrons.

Maintenant, la situation devenant de plus en plus dure, pour les patrons tout est devenu plus pratique. Nous avons bel et bien laissé la chance nous glisser des doigts. De plus nous sommes plus faibles maintenant, en période de crise. Les patrons savent ceci très bien. Ils ont déclenché une vraie offensive ainsi qu'une vraie guerre psychologique contre nous. Ils pleurnichent en face de nous, au sujet de la façon dont la crise les affecte, mais derrière les portes fermées de leurs bureaux et dans la presse économique, ils se réjouissent de voir combien plus dociles sont leurs employés et combien ceux-ci sont plus enclins à accepter des salaires inférieurs, des temps de transport plus long et de plus mauvaises conditions de travail. «C'est un temps idéal pour des employeurs,» a écrit hebdomadaire «*l'ekonom*». Ils emploient la panique de la crise pour renforcer leur ascendant sur nous.

Céder aux compagnies et se sacrifier pour leur bien serait prendre la route qui mène à l'enfer. Si nous démissionnons et lésinons encore plus longtemps, l'après-crise sera encore plus difficile que la crise elle-même. Plusieurs mesures qui nous ont été imposées par les patrons (il aurait été difficile de les imposer avant la crise), ne se limitent pas à la période de crise: les contrats à durée déterminée, la flexibilité, les rythmes de travail plus rapide, etc. tout ceci est mis en place pour renforcer leur

puissance sur nous à l'avenir.

Les syndicats sont toujours respectueux des patrons: «La chose importante est que nos revendications n'endommagent pas l'entreprise!» (Les «syndicats font attention, prennent en compte la récession et se contentent de peu», a indiqué avec plaisir la Chambre économique, et le numéro 1 des syndicats de Škoda, Povšík, a confirmé cela en janvier: «Les syndicats ne peuvent pas faire semblant de ne pas voir la récession. Nos revendications seront donc plus petites que prévues».

Les patrons ne pensent jamais de cette façon. «On vous imposera de prendre vos jours de congés, on va vous licencier. Sera-t-il difficile pour vous de nourrir votre famille, de payer les crédits? Désolé, ce n'est pas notre problème. Nous prenons soin d'intérêts de l'entreprise.»

Suivons leur exemple: «Nous voulons de meilleurs salaires, une indemnité de licenciement plus élevée. La compagnie aura des ennuis pour rembourser l'emprunt? Désolé, ce n'est pas notre problème. Nous prenons soin de nos propres intérêts.»

Il est certainement dur d'être aussi percutant. Cela exige de la réflexion et un examen consciencieux à froid de ce que sont nos possibilités sur un lieu de travail particulier. Mais le comportement qui consiste à ne pas même essayer d'évaluer nos forces contre les patrons dans telle ou telle entreprise, ou alors à ne pas chercher à répondre à cette question: «si nous devons nous battre qui parmi nos collègues en serait?» est la manière la plus sûre d'échouer.

La crise ne nous facilite pas du tout des choses, mais cette constatation ne doit pas à elle seule nous terrasser. Même pendant une crise il y a des choses que nous pouvons arracher. Même si ils veulent nous licencier nous ou nos collègues, voire fermer l'usine, nous ne devons pas pleurer comme si nous avions perdu d'avance. Il est possible de s'unir et de lutter contre des mises à pied ou pour des indemnités de licenciement plus élevées.

Où faut-il mettre la barre? Faut-il demander cinq mois de salaire? Sept? Dix? Cela dépend de combien nous pouvons prendre.

Il est possible d'occuper l'usine et de prendre les machines et les stocks en otage. Cela est-il utopique? Les travailleurs de Visteon (une compagnie qui a également des usines dans la République Tchèque) au Royaume-Uni ont fait ceci récemment, de même les travailleurs en France ont séquestré leurs directeurs et patron en tant que «prisonniers». Est-ce que cela a été mentionné dans la presse syndicale de la République Tchèque?

Nous sommes nombreux, mais nous devons être unis.

Nous sommes sur le même bateau avec les travailleurs temporaires et les travailleurs émigrés: pendant le manque de main-d'œuvre, les employeurs ont eu désespérément besoin d'eux. Ils ont travaillé en usine tout comme nous et ont été les premiers à se faire licencier. Après eux, c'est la main d'œuvre statutaire qui suivra. La différence dans les contrats ne sera plus importante et ne nous protégera en rien. Nous ne devons pas nous laisser nous diviser par les préjugés et les patrons.

Nous sommes nombreux. Et comme classe ouvrière, nous ne pouvons compter que sur nous:

Nous ne pouvons pas même espérer quoi que ce soit des syndicats, qui prennent en compte toujours humblement la santé économique des entreprises.

Ce sont des associés des employeurs et de l'État, c'est pourquoi ils doivent se retenir.

Mais notre but n'est pas de coopérer avec des entreprises de sorte qu'elles passent la crise dans de meilleures conditions.

Notre but est de survivre à la crise aussi bien que nous pouvons.

Nous n'avons pas à prendre en considération les intérêts des entreprises, de la même manière qu'eux ne prennent pas les nôtres en considération.

Et nous n'espérons rien des partis politiques non plus (de la gauche aux fascistes de droite du parti des travailleurs), qui n'ont besoin de nous qu'en tant que troupeau bêlant d'électeurs.

Contre eux et contre les intérêts du capital, nous devons produire notre propre politique de classe indépendante et critique.

La ligne est claire:

**Nous sommes là, travailleurs dans les usines, dans les bureaux, dans les entrepôts, dans les bureaux de poste, dans les supermarchés**

--

**et là sont les PATRONS et les PROPRIÉTAIRES.**

**N'ayons pas peur de rechercher et de faire usage de notre PUISSANCE et de notre FORCE à l'encontre des patrons et du capital qu'ils représentent.**

16 mai 2009

**Collectif contre le Capital (KPK, République Tchèque/Slovaquie)**

[www.protikapitalu.org](http://www.protikapitalu.org)

Veillez envoyer n'importe quelles réponses et expérience de votre lieu de travail à

[kpk@protikapitalu.org](mailto:kpk@protikapitalu.org)